

Série 2



1^{ère} leçon – La production

Réalisée essentiellement par des entreprises mais également par des administrations, la production désigne l'activité qui crée des biens ou des services destinés à la satisfaction des besoins, individuels ou collectifs. L'entreprise combine des ressources en main d'œuvre, des équipements, des matières premières ou d'autres produits. Nous verrons comment dans la troisième série. Intéressons-nous ici à ce qui est produit.

Arcelor-Mittal produit plusieurs milliers de tonnes d'acier par an, Renault produit plusieurs millions de véhicules, Evian produit plusieurs millions de tonnes d'eau. Le premier, un groupe sidérurgique, transforme des métaux bruts pour offrir des métaux à d'autres entreprises qui les utiliseront pour créer des produits finis, un constructeur automobile, par exemple. De son côté, Evian ne fabrique pas de l'eau, mais la récolte, la contrôle, l'emballage. C'est aussi une « production ». Cap Gemini délivre des conseils informatiques à ses clients, installe des réseaux dans leur entreprise ; un professeur peut donner des cours particuliers, une entreprise de nettoyage est à pied d'œuvre dans la rue. **Ils ne « produisent » pas des biens, mais des services marchands.**

Marchand : qui fait l'objet d'un prix négocié sur un marché, d'une transaction financière.

Pour leur part, les administrations (ministères, sécurité sociale, etc.) délivrent des services aux citoyens, et il nous faut bien estimer quelque part cette production particulière, qui ne fait pas l'objet d'un échange marchand : ce sont des services collectifs. Un ménage qui cultive son jardin, une personne qui s'occupe de son foyer, produisent des biens ou des services domestiques. La comptabilité nationale ne les retient pas comme étant une « production », de même que le travail non déclaré, dit « au noir ».



Un comptable rend un service marchand



Nettoyer son appartement, une activité non marchande

Nous venons ainsi de classer la production selon qu'il s'agisse de biens ou de services. Pour simplifier, les biens sont matériels et les services sont immatériels. Il peut exister des exceptions : les logiciels informatiques, par exemple, sont des biens matériels.

On peut trouver d'autres critères de classification pour les biens. Ainsi, on distingue les biens ou services de consommation, destinés à un usage immédiat : ils procurent au consommateur une certaine satisfaction ou « utilité » (cf Série 1, leçon 1). De leur côté, les biens ou services de production sont utiles à des entreprises pour leur propre processus de production. Les machines outils, les bureaux, les véhicules de transports, les matières premières sont des biens de production ou biens intermédiaires utilisés dans une production. De même, les services de comptabilité, la maintenance informatique, la publicité, le nettoyage des locaux peuvent être confiés à des entreprises extérieures.



La « Sécurité sociale » rend des services non-marchands



Une imprimante est un bien durable, pas le papier...

Enfin, du côté des consommateurs, on peut distinguer de leurs achats courants, les « biens durables » (automobile, logement, équipement destiné à durer, etc.) Ils sont parfois désignés abusivement par « investissements des ménages », terme qui peut prêter à confusion.

Du côté, des producteurs, nous nous intéresserons surtout, en Economie, à la stratégie des entreprises privées, en quête de profit (cf. Série 3). Ce sont des organismes à but lucratif. Il ne faudra pas négliger les associations à but non lucratif (Restaurants du cœur, Emmaüs, etc.) et les coopératives ou associations privées. Ces dernières peuvent délivrer des biens ou des services marchands, mais redistribuent leurs éventuels bénéfices à leurs membres, elles ne sont pas à but lucratif.

Exercice 4 :

1. Parmi les activités ci-dessous, lesquelles sont des « productions » au sens de la comptabilité nationale ?

- A. Un professeur d'Anglais qui enseigne les verbes irréguliers à ses élèves.
- B. Un professeur de mathématiques qui apprend la règle de trois à sa fille.
- C. Un pâtissier qui prépare un dessert dans un restaurant.
- D. Un cuisinier qui prépare un plat pour ses amis.
- E. Un maçon qui construit un mur dans son jardin.
- F. Un maçon qui, après avoir présenté et fait signer un devis, construit un mur chez des particuliers.
- G. Une femme de ménage qui travaille chez un particulier qui ne la déclare pas.
- H. Une assistante de santé qui travaille chez un particulier, moyennant des chèques emplois services.
- I. Une femme de ménage qui passe l'aspirateur chez elle.

2. Distinguez biens et services, marchands, non marchands

- A. Un véhicule utilitaire Peugeot
- B. Une coupe de cheveux chez le coiffeur
- B. Un menu chez un fast-food
- C. La baguette du boulanger
- D. Une assurance habitation AXA
- E. Le travail d'un policier au carrefour
- F. Un spectacle à l'Olympia
- G. Un paquet de lessive acheté en grande surface
- H. Un film vu au cinéma
- I. Un film vu en classe



2^{ème} leçon – La valeur ajoutée

Nous verrons au cours de la Série 4 la manière de mesurer les résultats des entreprises, ce qui se cache derrière cette notion de « profit ». D'abord, voyons comment on mesure la production des entreprises. Qu'il s'agisse d'une société industrielle, commerçante, d'un fabricant de biens ou de services, la valeur de la production d'une entreprise est analysée via son chiffre d'affaires [CA] (on n'oubliera pas la marque du pluriel à affaires).

Pour les entreprises, le CA égale la somme, en valeur, des ventes de biens et services, sur une période donnée. Autrement dit, le $CA = \text{prix} \times \text{quantités vendues}$.

Pour les administrations publiques, le calcul est impossible, puisqu'elles ne délivrent que des services gratuits, qui ne font pas l'objet d'un prix sur un marché. Par convention, on estime la valeur des services rendus par les administrations à leur coût de production (salaires, matériels, frais administratifs, etc.).

Lorsqu'une entreprise produit, elle incorpore dans sa production des biens intermédiaires, ou, en termes de comptabilité des « consommations intermédiaires ». Elles sont utilisées pour produire et sont détruites ou transformées dans le processus de production. Une entreprise qui fabrique des plats cuisinés a besoin de denrées alimentaires, des épices, des emballages en plastique, en carton, etc. Elle a acquis ces biens intermédiaires auprès d'autres entreprises.

Si l'on veut connaître la valeur créée par l'entreprise, il ne faut donc pas comptabiliser les produits acquis ailleurs, et détruits au cours de la production. Par convention, on analysera alors l'un des premiers postes comptables de l'entreprise, la Valeur Ajoutée : elle est égale au chiffre d'affaires moins les consommations intermédiaires ($VA = CA - CI$).

Ce choix est une pure convention, on aurait pu prendre d'autres critères. D'ailleurs, les économistes qui s'intéressent à la vie de l'entreprise ne s'arrêtent pas à la VA, nous y reviendrons.

Le Produit Intérieur Brut :

En revanche, la valeur ajoutée va intéresser les économistes ainsi que les statisticiens de la Comptabilité Nationale. Ils collectent auprès des entreprises le montant de leur valeur ajoutée, afin de construire le principal outil de mesure de la richesse nationale, le Produit Intérieur Brut [PIB]. Il existe plusieurs moyens de calculer cet indicateur, nous retiendrons ici l'approche par la production : le PIB est égal à la somme des VA des entreprises et administrations, calculée aux prix du marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'État (les taxes et droits de douanes) moins les subventions sur les produits (aides publiques aux producteurs).

Pour simplifier, nous considérerons que le PIB est la somme des VA.

Lorsque nous effectuons la comparaison du PIB d'une année sur l'autre, ramenée en pourcentages, nous pouvons analyser l'évolution de l'économie : lorsque le chiffre est positif, ce qui est généralement le cas, nous constatons une « croissance économique », ou « la croissance ». Lorsqu'un Gouvernement établit ses prévisions budgétaires sur un objectif de croissance de 2,5%, cela signifie qu'il s'attend à une hausse de 2,5% l'année suivante.

En cas de crise économique, le pays peut entrer en récession, c'est-à-dire afficher une diminution de son PIB (attention, n'évoquez jamais de PIB négatif !).

Les trois mesures du PIB :

Approche par la production	Approche par les revenus	Approche par la demande
Valeur Ajoutée	Rémunérations des salariés	Dépenses de consommation finale
+ Impôts, TVA, droits de douane	Excédent Brut d'Exploitation (EBE)*	+ FBCF (investissements) + Variations de stocks
- Subvention sur les produits	+ Impôts sur la production et les importations - Subventions	+ Exportations - Importations
= PIB	= PIB	= PIB

* L'EBE est l'un des postes comptables de l'entreprise (cf Série 4)

Un outil contesté :

Le PIB doit être considéré comme un indicateur de richesse, de même que le thermomètre mesure les températures. Il n'est pas exempt de critiques. Nous avons vu que l'activité des administrations étaient estimées à leur coût de production, faute de valeur ajoutée de leur part : on peut donc considérer que le PIB sous-estime les services rendus par les administrations. De même, le travail domestique, le travail au noir, n'est pas comptabilisé.

D'autre part, le PIB additionne les facteurs de richesse, sans se préoccuper du bien-fondé de la production, ni même de son caractère nuisible. Ainsi, un accident de voitures entraîne du travail pour les secouristes, pour les carrossiers, augmente les primes versées aux assurances,... Bref, un accident de voiture fait grimper le PIB ! De même, une entreprise qui pollue son environnement dégage une valeur ajoutée confortable. Mais qui payera pour réparer les dégâts ? Ces exemples s'appellent des externalités négatives : nous les analyserons plus en détail au cours du troisième trimestre.

Enfin, le PIB est une simple addition (fruit de millions de calculs, tout de même !) de richesses produites, et ne tient pas compte de la répartition des richesses dans le pays. Il faudra donc distinguer la croissance économique d'un pays, sa richesse, et son niveau de développement. Lequel mesure le niveau d'éducation, de santé, de culture, dans un pays, l'importance de ses infrastructures (autoroutes, bâtiments publics, etc.).

D'autres indicateurs existent, notamment l'**Indicateur de Développement Humain (IDH)** qui, outre le PIB par habitant, intègre le niveau de scolarité, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie à la naissance. On pourrait très bien imaginer d'autres « thermomètres » qui intégreraient le taux de mortalité infantile, l'écart des salaires, des patrimoines, etc.

Le PIB est un outil dont il faut connaître les limites, mais les économistes font avec ce qu'ils ont. D'ailleurs, un pays riche est davantage susceptible de s'équiper en écoles, universités, dispensaires, hôpitaux : croissance économique et développement sont liés.

Exercice 5 :

1. Retrouvez le montant du Produit Intérieur Brut de la France, en 2003, selon les trois méthodes de calculs : (En millions d'euros, source : Insee).

Production totale : 2 844 384

Consommation intermédiaire : 1 409 572

Impôts sur les produits : 178 721

Subventions sur les produits : 18 719

Rémunération des salariés : 837 491

Excédent brut d'exploitation : 439 828

Revenu mixte brut : 109 223

Impôts sur la production et les importations : 243 700

Subventions : 35 429

Dépense de consommation finale : 1 278 432

Formation brute de capital : 300 238

Exportations : 407 727

Importations : 391 583

2. Recherche personnelle

Quel autre type d'indicateur connaissez-vous ?

Document :

Au-delà du PIB, le bonheur ?

Le PIB ne mesure cependant que la richesse produite ; il ne dit rien sur l'incidence de cette production hors marché (notion d'externalité) ni sur la manière dont elle est répartie (inégalités) ou à quelle fin (de « progrès ») elle est utilisée. Il se définit, en effet, comme la valeur ajoutée nationale, à savoir la production de biens et services des entreprises et des administrations, valorisée aux prix du marché, déduction faite des consommations intermédiaires, c'est-à-dire des biens et services détruits ou transformés durant ce processus de production. Lui échappe en conséquence toute une partie de la production non marchande, notamment l'activité domestique et bénévole de même que les externalités positives des activités de production. À l'inverse, ne sont pas décomptés les flux négatifs liés à la dégradation de certains patrimoines (hors amortissement des biens matériels), de telle sorte que les dépenses de réparation de ces dommages (de la dépollution à la prévention des risques sanitaires ou au traitement des maladies professionnelles) sont comptabilisées comme des contributions positives.

Ces biais qui tendent à faire de la Comptabilité nationale une « comptabilité de coûts » et à relâcher le lien PIB/bien-être peuvent être corrigés :

- soit en déplaçant la ligne de partage entre production finale et consommations intermédiaires de manière à faire basculer dans le décompte certaines dépenses non ou contre-productives sur le plan du bien-être, comme la publicité ou les services juridiques qui représentent une part croissante de la production sans que leur utilité finale soit arrêtée ;

- soit en élargissant le périmètre actuel du PIB pour prendre en compte de nouvelles dimensions : c'est la démarche de monétarisation de certaines grandeurs non marchandes (temps de loisirs, autoproduction, travail informel, etc.) qu'adoptent les tenants d'une extension du PIB ;

- soit encore, en prenant en compte les flux négatifs liés à la dégradation des patrimoines non productifs : c'est la démarche d'imputation des externalités négatives et, symétriquement, des dépenses « défensives » dans la construction des indices de bien-être économique durable et des PIB verts par exemple.

(...)

La première voie consiste à s'écarter de la méthode des préférences révélées par les comportements pour analyser les données « subjectives », c'est-à-dire les opinions des individus, leurs jugements de satisfaction par exemple. Le principal apport des données subjectives est la mise en évidence que la croissance du revenu ne produit pas mécaniquement de la satisfaction. Ces variables sont de plus en plus souvent disponibles au sein des enquêtes statistiques nationales (demandant aux ménages de se situer sur une échelle de satisfaction). Les formulations types de ce questionnement sont « de manière générale, en ce moment, à quel point êtes-vous satisfait de votre vie (ou de votre revenu/ de votre situation financière) : pleinement satisfait, plutôt satisfait, ou pas du tout satisfait ? » ; ou encore « sur une échelle de 1 à 10, sur quel échelon vous situez-vous en matière de bonheur, de satisfaction ? ». Les réponses des enquêtés sont alors interprétées comme une « bonne » approximation du bien-être de l'individu, de son utilité, de son bonheur. Ces évaluations peuvent également être « produites » en laboratoire, sur la base de la participation à des jeux, de l'expression de préférences ou de la réponse à des tests psychométriques ; c'est la méthode privilégiée par l'économie expérimentale.

Martine Boisson et Céline Mareuge, Centre d'Analyse Stratégique, février 2008

L'Organisation de Développement et de Coordination Economique (OCDE) a créé un « indice du bonheur », afin de pallier les insuffisances sur PIB. Ses concepteurs s'expliquent.

L'INDICE DU BONHEUR MONDIAL : POURQUOI ? COMMENT ?

1 – L'indice du bonheur mondial : pourquoi ?

- Tout le monde reconnaît que le PIB est un indicateur insuffisant pour juger de la situation du monde ou d'un pays ; exemple : la Guinée équatoriale, grâce au pétrole, a un PIB par tête de 20 000, soit autant que la Grèce ; mais la mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 146 pour mille en Guinée équatoriale et de 5 pour mille en Grèce ...
- Plus généralement, le PIB est un indicateur insuffisant parce qu'il ignore de nombreux éléments qui sont importants dans la vie de chacun : quand on coupe des arbres, le PIB augmente, les accidents de la route font augmenter le PIB et, potentiellement, les guerres aussi !
- La seule avancée marquante pour dépasser le PIB a été la création, en 1990, de l'indicateur de développement humain (IDH) qui est calculé et publié tous les ans par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; l'IDH agrège trois éléments pour chaque pays et pour le monde : le PIB, l'espérance de vie à la naissance et le niveau de formation.

2 – L'indice du bonheur mondial (IBM) : comment ?

- Il faut d'abord répondre à la question : qu'est-ce qu'un monde heureux ? Qu'est-ce qu'un pays heureux ?
- Réponse : c'est un monde, c'est un pays
Où on vit en paix et en sécurité,
Où on vit en liberté et en démocratie et où les droits de l'homme sont respectés,
Qui connaît une qualité de la vie importante,
Où la recherche, la formation, l'information, la communication et la culture sont partagées par tous.
- D'où l'idée, pour chacun de ces quatre chapitres, de sélectionner 10 indicateurs issus de sources crédibles et paraissant tous les ans ; l'indice est, pour une année donnée, la moyenne de ces 40 indicateurs.
- Calculé initialement pour l'an 2000, et mis pour cette année au niveau 100, l'IBM évolue chaque année, en hausse ou en baisse, en fonction de la moyenne de ces 40 indicateurs.
- Le classement par pays

Le classement par pays est calculé à partir des mêmes principes que l'indice du bonheur mondial, à partir des 20 indicateurs suivants :

Paix et sécurité : guerre et paix, morts violentes, corruption, sécurité économique, sécurité humaine ;

Liberté, démocratie, droits de l'homme : démocratie, liberté de la presse, droits des femmes, droits des enfants, peine de mort ;

Qualité de la vie : PIB par tête, coefficient de GINI, espérance de vie, suicides, air pur ;

Formation, information, communication :

Formation (coefficient 2), journaux, radios et TV, Internet.

Ce classement est effectué pour 60 pays qui représentent 85 % de la population mondiale et plus de 90 % du PIB mondial.

 **Envoyer le devoir à soumettre n°1**

